

Affaire suivie par : Raphaël PONS
Unité interdépartementale Nièvre/Yonne
Pôle risques chroniques, éolien et sites et sols pollués
Tél : 03 39 59 67 40
Courriel : raphael.pons@developpement-durable.gouv.fr
N/réf. : 230245

Nevers, le 24 mai 2023

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement
Prescription de réalisation d'une étude technico-économique de réduction de consommation d'eau

P J : Projets arrêtés préfectoraux complémentaires des 2 établissements

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

1 . IDENTITÉS DES EXPLOITANTS ET IDENTIFICATIONS DES INSTALLATIONS

Nom de l'établissement	Adresse de l'établissement	Activités principales	Prélèvements totaux moyens
SUMIRIKO	Usine des Caillots - BP 101 58302 DECIZE	Mélanges élastomères, Fabrication de pièces anti-vibratoires, de pièces en caoutchouc, de manchons compensateurs	670 000 m ³ /an
RHODIA	CI Saint Roch -BP 25 58500 CLAMECY	Fabrication de produits chimiques	2 650 000 m ³ /an

2 . CONTEXTE ET MOTIVATION DES PROJETS D'ARRÊTÉS PRÉFECTORAUX COMPLÉMENTAIRES

Depuis plusieurs années, les crises climatiques ont entraîné la mise en place de mesures de restriction des usages de l'eau en région Bourgogne-Franche-Comté. Aujourd'hui, il est nécessaire de concilier au mieux les usages économiques et la préservation de la ressource en eau.

Dans le département de la Nièvre, les dispositions générales à respecter en période de situation hydrique critique (sécheresse) sont fixées par l'arrêté préfectoral cadre n°58-2021-06-15-00011 du 15 juin 2021 relatif à la gestion de la ressource en eau en période d'étiage. Cet arrêté cadre est décliné localement en période de sécheresse par des arrêtés préfectoraux portant restriction provisoire d'usage de l'eau, informant du niveau d'alerte en cours et des interdictions à respecter. Il permet aussi aux industriels de demander des dérogations à l'arrêté cadre, au préfet de département, afin de ne pas respecter les valeurs cibles prévues en cas d'alerte sécheresse ou en crise, sous réserve de démontrer des actions vertueuses visant à réduire les consommations d'eau des sites.

Dans le cadre de l'action menée par l'inspection de l'environnement sur la thématique « Sécheresse », un examen a été réalisé afin d'identifier les principales Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) susceptibles de prélever de grandes quantités d'eau, et connaître les mesures envisagées en vue d'une sobriété hydrique en période de sécheresse. Pour ces exploitants il est nécessaire d'envisager des modalités d'exercice de leurs activités en période de sécheresse entraînant des déficits de la ressource en eaux et notamment des débits restreints des cours d'eau ou des hauteurs des nappes phréatiques.

Pour tenir compte des enjeux liés à la ressource en eau, il apparaît également nécessaire que les exploitants apportent davantage d'éléments au Préfet, par le biais d'un diagnostic de la masse d'eau de prélèvement, et d'une étude technico-économique pour un plan d'actions de réduction de leur consommation pour :

- soit démontrer que ses besoins en eau utilisée ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées, quelle que soit la situation de la ressource en eau dans lequel il prélève ;
- soit lui permettre de fixer des dispositions quantitatives spécifiques adaptées en période de sécheresse.

Au vu de l'aggravation de la sévérité des épisodes de sécheresse et d'étiage constatée ces dernières années, il apparaît primordial de demander aux exploitants des ICPE identifiées de projeter l'exercice de leurs activités avec une raréfaction de la ressource en eau, voire une interruption totale des prélèvements.

Sans élément complémentaire apporté par l'exploitant, il n'est actuellement pas possible de fixer des dispositions quantitatives spécifiques ou de garantir que les besoins en eaux ont été réduits au minimum.

3 - CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Au vu des éléments qui précèdent, l'inspection de l'environnement propose de prendre, en application de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, les arrêtés préfectoraux complémentaires présentés ci-dessus afin de réaliser un diagnostic de l'impact du prélèvement sur le milieu et de définir un plan d'actions adapté au regard de l'étude technico-économique qui aura été menée.

L'objectif final de cette étude est de permettre un meilleur niveau de protection de la ressource en eau sur le département en période de sécheresse, et une meilleure gestion des consommations en eau pour les sites dont les prescriptions actuelles ont été identifiées comme pouvant être renforcées.

L'application des arrêtés préfectoraux présentés entraîne des mesures majoritairement plus contraignantes. Aussi, en application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, il est proposé au préfet de ne pas solliciter l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) sur ces prescriptions complémentaires.

Ce projet doit, à présent, être transmis à l'exploitant afin que celui-ci puisse formuler ses observations conformément aux articles L. 121-1 et suivants du code des relations entre le public et l'administration.

Rédacteur	Valideur	Approbateur
Raphaël PONS	Capucine ANDRAUD	François DONNY
Inspecteur de l'environnement	Coordinatrice du pôle	Responsable de l'unité interdépartementale Nièvre/Yonne par intérim